Nucléaire : une solution pour le climat ?

Partage international nº 403 – Mars 2022

par Jessica Corbett

Le 25 janvier 2022, alors que la communauté scientifique mondiale continue de plaider l'urgence de laisser les combustibles fossiles dans le sol, un quartet de spécialistes européens et américains a présenté de façon exhaustive, les raisons pour lesquelles l'énergie nucléaire ne devrait pas être considérée comme une solution à la crise climatique.

Dans leur déclaration commune, ils reconnaissent que *« le climat prend un coup de chaud »*, mais rejettent fermement l'idée que le nucléaire pourrait constituer *« une réponse partielle à la menace du réchauffement climatique »*.

Par la stature de ses quatre signataires – Paul Dorfman, ancien secrétaire du Comité gouvernemental du Royaume-Uni surveillant les risques radiatifs des acteurs nationaux ; Greg Jaczko, ancien président de la Commission de régulation nucléaire des Etats-Unis ; Bernard Laponche, ancien directeur général de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie ; et Wolfgang Renneberg, ancien directeur de la sûreté et des déchets nucléaires au ministère allemand de l'Environnement – cette déclaration attaque frontalement une industrie nucléaire qui prétend participer de manière fiable à la transition vers un système énergétique mondial plus durable.

« En tant qu'experts reconnus, qui avons travaillé à la pointe du nucléaire, nous considérons qu'il est de notre responsabilité de répondre à la question suivante : le nucléaire peut-il avoir un rôle significatif et représenter une stratégie contre le changement climatique ? »

« Le message central, répété à l'envi, qu'une nouvelle génération de centrales sera propre, sûre, intelligente et bon marché est une fiction, d'après MM. Dorfman, Jaczko, Laponche et Renneberg. *La réalité, c'est que le nucléaire n'est ni propre, ni sûr, ni intelligent. C'est une technologie très complexe dotée d'un potentiel important de nuisance. »*

« Le nucléaire n'est pas bon marché, il est extrêmement coûteux », précise la déclaration.
« Peut-être plus important, le nucléaire ne fait partie d'aucune stratégie réalisable qui puisse contrer le changement climatique. Afin d'apporter une contribution significative aux besoins énergétiques mondiaux, il faudrait construire environ 10 000 nouveaux réacteurs, selon le type de réacteur. »

Les anciens régulateurs concluent que les inquiétudes quant à la viabilité économique, les risques d'accidents et la dangerosité des déchets, rendent l'énergie nucléaire non seulement *« trop chère et risquée »*, mais aussi *« peu adaptable et complexe »* pour constituer une stratégie envisageable contre le changement climatique.

Des militants pour le climat et d'autres critiques mettent en garde depuis longtemps contre l'énergie nucléaire, la qualifiant de *« fausse solution »*, comme le gaz de schiste et la séquestration du carbone ; mais partout dans le monde, les décideurs politiques continuent d'y recourir. Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique, 439 réacteurs nucléaires sont opérationnels dans le monde, et 52 supplémentaires sont en construction.

Aux Etats-Unis, les législateurs qui soutiennent l'action climatique sont partagés sur la question. Alors qu'ils participaient à la primaire démocrate pour la nomination présidentielle de 2020, les sénateurs Elizabeth Warren et Bernie Sanders se sont prononcés pour la sortie du nucléaire.

Un porte-parole de la campagne de B. Sanders rapportait au *Washington Post* que le sénateur *« pense que le solaire, l'éolien, l'énergie géothermale ont une bonne efficience énergétique pour un rapport coût efficacité meilleur que le nucléaire – même sans avantages fiscaux – et que les déchets toxiques produits par les centrales nucléaires suffisent à invalider les bénéfices de cette technologie. A la lumière des leçons apprises lors de la fusion des cœurs de la centrale de Fukushima, on doit se demander pourquoi le gouvernement fédéral*

investit des milliards dans des subventions à l'industrie nucléaire. »

Malgré un tel risque, des clauses nucléaires sont incluses dans le faramineux *Build Back Better act* (projet de loi provisionnant plus de 1 700 milliards de dollars pour « reconstruire » les Etats-Unis) approuvé par la Chambre basse du Parlement, qui était soutenu par le président Biden mais qui a été bloqué au Sénat par un duo de démocrates de l'aile droite.

Auteur : Jessica Corbett, journaliste à Common Dreams.
Sources : Commondreams.org
Thématiques : environnement
Rubrique : Point de vue